

Appel des responsables socialistes des Pays de Loire et de Bretagne pour le Congrès du Mans

Patricia ADAM, Députée du Finistère,
Jean-claude ANTONINI, Maire d'Angers,
Jean-Marc AYRAULT, Député-Maire de Nantes,
Jacques AUXIETTE, Président des Pays-de-la-Loire,
Serge BARDY, 1^{er} Secrétaire fédéral de Maine-et-Loire,
Joël BATTEUX, Maire de Saint-Nazaire,
Jean-Claude BOULARD, Maire du Mans,
Frédéric BOURCIER, 1^{er} Secrétaire fédéral d'Ille-et-Vilaine,
Danielle BOUSQUET, Députée des Côtes-d'Armor,
Yolande BOYER, Sénatrice du Finistère,
Jean BURNELEAU, 1^{er} Secrétaire fédéral de Vendée ,
Marie-Françoise CLERGEAU, Députée de Loire-Atlantique,
François CUILLANDRE, Maire de Brest,
Patrick DELPECH, 1^{er} Secrétaire fédéral de la Sarthe
Claude EVIN, Député de Loire-Atlantique,
Jacques FLOCH, Député de Loire-Atlantique,
Guillaume GAROT, 1^{er} Secrétaire fédéral de la Mayenne,
Alain GRALEPOIS, 1^{er} Secrétaire fédéral de Loire-Atlantique ,
Edmond HERVÉ, Maire de Rennes,
Odette HERVIAUX, Sénatrice du Morbihan,
Ronan KERDRAON, Président du Breis
Marylise LEBRANCHU, Députée du Finistère,

Claudy LEBRETON, Président du Conseil général des Côtes-d'Armor,
Jean-Yves LE DRIAN, Président de la région Bretagne
Stéphane LE FOLL, Député européen, Président du Comité régional des Pays de Loire,
Noël LE GRAET, Maire de Guingamp,
Louis LE PENSEC, Sénateur du Finistère,
Pierre MAILLE, Président du Conseil général du Finistère
Norbert MÉTAIRIE, Maire de Lorient,
François MARC, Sénateur du Finistère,
Patrick MARESCHAL, Président du Conseil général de Loire-Atlantique,
Michel MORIN, 1er Secrétaire fédéral des Côtes-d'Armor
Marie-Renée OGET, Députée des Côtes-d'Armor,
Bernard POIGNANT, Député européen, Pdt du groupe socialiste du Parlement européen
Daniel RAOUL, Sénateur du Maine-et-Loire,
Pierre REGNAULT, Maire de La-Roche-sur-Yon,
Gwendal ROUILLARD, 1er Secrétaire fédéral du Morbihan
Philippe TOURTELIER, Député d'Ille-et-Vilaine,
Jean-Jacques URVOAS, 1er Secrétaire fédéral du Finistère
Yannick VAUGRENARD, Député européen

Préambule

Depuis plus de trente ans, les socialistes des deux régions ont ancré leurs idéaux auprès d'une partie importante de la population. De terres de mission, ces deux régions, et ces neuf départements sont en passe de devenir des terres de conviction. Elles ont été au cœur de l'esprit mutualiste, de l'engagement coopératif, du militantisme associatif, local autant qu'international, économique autant qu'humanitaire. Ces valeurs sont au cœur historique du socialisme démocratique. Dans ces deux régions, le Parti Socialiste a su devenir le creuset d'un rassemblement, unissant la République démocratique, l'humanisme laïc, le christianisme social. Cette union est originale, faite de tolérance réciproque et d'engagement commun. Notre congrès doit reconnaître cette part de notre histoire et confirmer l'approfondissement de cette synthèse. Celle-ci correspond à l'attente des Français qui acceptent les réformes quand elles sont justes, qui refusent les promesses quand ils les sentent illusoires ou mensongères, qui accompagnent toutes les formes de solidarités dès lors qu'elles incarnent l'intérêt général.

Au vu de cette expérience,

nous, socialistes de Bretagne et des Pays de Loire, engagés dans nos territoires ;

Considérant que notre engagement repose sur le débat démocratique ;

Considérant que l'Europe, et les valeurs de paix et de développement qu'elle incarne, est le cadre pertinent et indispensable pour réguler et maîtriser la mondialisation ;

Considérant que le réformisme permet la transformation sociale ;

Résolus à porter pour les années à venir un socialisme garant de la liberté et de l'égalité ;

Refusant tout recours au populisme ou à la démagogie dans la lutte contre les inégalités sociales et toutes les formes de discrimination ;

Affirmons, collectivement, dans le cadre de la préparation de notre congrès, ce qui suit :

1. Nous sommes internationalistes et oeuvrons pour un monde de paix, de développement durable et solidaire. Nous militons pour l'harmonie entre les peuples et les cultures. A ce titre, la maîtrise de la globalisation est indissociable de la question démocratique, du respect de la liberté et des Droits de l'Homme, de la recherche de nouveaux modes de régulations politiques à la fois multipolaires - par la définition de grands ensembles régionaux, et multilatéraux - par le renforcement et le développement des organismes liés à l'ONU.

2. Nous affirmons notre attachement au projet européen comme outil politique et stratégique de dépassement des nationalismes en Europe, comme moyen de peser dans l'organisation d'un monde multipolaire fondé sur les valeurs de paix, de développement solidaire et de prise en compte de l'enjeu écologique.

3. Notre socialisme n'est ni une résignation à s'adapter aux contraintes de l'économie, ni une incantation pour un radicalisme de ruptures dans les discours, ou de renoncements et d'échecs dans les faits. **Nous sommes partisans de la voie transformatrice** et chaque étape franchie dans la réduction des inégalités, dans le progrès de la dignité humaine, est pour nous, une étape essentielle.

Pour créer des emplois de qualité, nous faisons le choix de l'économie plurielle fondée sur des principes clé :

- Faire prévaloir l'intérêt général sur l'intérêt individuel, le moyen et le long terme sur le court terme, les indices de développement humains sur les indices financiers et de croissance.
- Réaffirmer le rôle et la place de la solidarité comme outil constitutif de la performance globale des sociétés. En conséquence, la revalorisation des prélèvements obligatoires est un préalable à toute logique - assurancielle ou individuelle - au niveau national comme au niveau européen.
- Assurer la place des services publics avec une logique d'objectif, de continuité du service, d'accès pour tous, de péréquation tarifaire, contrairement à la logique de concurrence.
- Renforcer la place et rôle de l'économie sociale et solidaire, et des services non marchands.

4. Nous sommes conscients des menaces que nos modèles de développement font peser sur l'équilibre écologique de la Planète. Dans les trente prochaines années, c'est un défi majeur pour lequel nous entendons nous engager pleinement avec les acteurs politiques et associatifs qui partagent, avec nous, l'urgence d'une action déterminée.

5. Forts de nos expériences dans les collectivités locales - sur l'emploi, l'éducation, le logement, la culture, l'environnement, l'urbanisme, les transports collectifs - **nous sommes convaincus de la nécessaire prise en compte des politiques territoriales dans la définition et le financement des politiques nationales et européennes.** La crédibilité de l'action publique en dépend.

6. Nous appelons à un approfondissement de la décentralisation, à la reconnaissance des identités régionales et des grandes intercommunalités. Nous refuserons à l'avenir tout retour en arrière, toute logique centralisatrice ou de perte d'autonomie des collectivités.

7. Nous considérons indispensable une réforme de la fiscalité nationale et locale. Elle doit être basée sur une taxation plus juste en faveur des catégories populaires et moyennes, sur une redistribution équitable des richesses pour les collectivités et leurs habitants, et sur une simplification des dispositifs pour une meilleure compréhension.

8. Nous souhaitons encourager la démocratie participative à l'échelle locale et la démocratie sociale dans le champ économique. Nous militons pour un syndicalisme fort et représentatif, pour le développement d'un dialogue social constitutif - avec le politique - d'un vrai **contrat social** au niveau national et européen.

9. Nous tenons, pour transformer durablement la société, à poursuivre la construction d'un parti moderne et puissant. Par le Projet 2007 et notre capacité à entendre les aspirations légitimes, par le renouvellement de nos idées et de nos méthodes, par l'émergence de nouvelles générations (femmes et hommes), par une plus forte représentativité, nous comptons bâtir un parti dynamique et crédible.

10. Ainsi, pour le congrès du Mans, les socialistes des Pays de Loire et de Bretagne appellent à un congrès de CLARIFICATION et non à un congrès de personnes.

Nous ambitionnons de proposer une réelle alternative politique et de relever ce défi sur des bases claires et saines. Il est inconcevable d'y répondre en flattant les peurs et en promettant l'intenable, sur un plan politique comme sur un plan budgétaire.

Nous devons donc définir de manière précise les orientations de notre projet en évitant deux écueils :

- le premier : le traité constitutionnel a semé le trouble dans notre parti, convenons-en, aussi nous faut-il analyser les causes et en assumer les conséquences. Mais, la pire des attitudes serait d'entretenir artificiellement le clivage entre le « oui » et le « non ». Nous devons nous attacher à rechercher ce qui nous unit plutôt qu'à pointer délibérément ce qui nous divise.

- le second : c'est de détourner le débat de son objectif et de le placer au service de positionnements individuels.

En 2006, le temps de la désignation de notre candidat viendra. Auparavant, nous souhaitons que les socialistes puissent se rassembler pour préparer l'alternance en 2007 - autour d'un projet identifié qui assume nos valeurs et notre histoire - et mobilisateur pour l'avenir de la France et de l'Europe.

Pour cela, **il nous faut du courage, de la sincérité mais également de la discipline** ; car sans respect du vote des militants, rien ne peut être possible collectivement. C'est aussi le sens de notre démarche.